

SAMENVATTINGEN / RÉSUMÉS / SUMMARIES

JAN-WILLEM STUTJE

LA PETITE GUERRE D'ERNEST MANDEL

Des socialistes révolutionnaires au temps de l'occupation,
1940-1945

L'article lève un coin du voile dont la vie d'Ernest Mandel (1923-1995) était jusqu'à présent recouvert. Il éclaire l'origine, la jeunesse et l'adolescence de l'activiste et du scientifique, qui fut un des auteurs marxistes les plus lus de la seconde moitié du vingtième siècle. Mandel fut, pour la génération des années 60, un symbole dont l'influence s'étendit bien au-delà de la Quatrième Internationale, le courant trotskyste auquel il avait adhéré dès sa jeunesse, courant méprisé et combattu tant par les dirigeants conservateurs à l'ouest que par leur équivalent de l'autre côté du rideau de fer.

Dans son vieil âge, Mandel aimait se qualifier d'"internationaliste flamand d'origine juive", une définition qui cadrerait avec le fameux paradigme "Juif non juif" d'Isaac Deutscher et qui était celle d'un non-conformiste se mouvant aux frontières des différentes civilisations et des différentes cultures, et dont la pensée allait au-delà de celle de sa propre société. L'article décrit comment le milieu parental et celui des émigrés politiques juifs avec lequel Mandel entra en contact à la fin des années trente, contribuèrent à la formation politique et scientifique du non-conformiste, qui réunissait en une seule personne 'le camarade Shylock' et le 'camarade Uilenspiegel'.

Dans le même temps, l'auteur offre une vision du développement de la résistance trotskyste pendant les années d'occupation en Belgique. Malgré son jeune âge, Mandel y joua un rôle majeur. Une résistance qui attire peut-être moins l'attention pour sa force numérique que pour ses idées et son débat politique et idéologique. Le récit permet de voir comment Mandel et Abraham Léon donnèrent une nouvelle impulsion au mouvement trotskyste en Belgique et comment ils aspirèrent à le situer dans la résistance plus largement nationale. En outre, l'article tente de mesurer l'importance de leur contribution au débat sur la guerre et la révolution, débat qui fut aussi mené ailleurs en Europe par des trotskystes.

Mais Mandel et ses camarades de parti n'intervinrent pas seulement dans l'histoire au moyen d'idées, ils le firent aussi via une organisation et une résistance. Sous l'occupation, beaucoup furent arrêtés, torturés et déportés. Mandel aussi partagea ce lot. À deux reprises, il échappa à la captivité, mais toujours la police retrouva sa trace. On avait trois raisons de l'assassiner puisqu'il était Juif, communiste et trotskyste, et malgré cela il survécut. Le récit explique comment ce qui paraissait impossible, devint possible.

JAN-WILLEM STUTJE
THE LITTLE WAR OF ERNEST MANDEL
Socialist revolutionaries during the Occupation,
1940-45

This article sheds light on one aspect of the obscurity which has hitherto surrounded the life of Ernest Mandel (1923-1995). It explains the origins, youth and adolescence of a man who as an activist and as an academic figure became one of the most widely-read Marxist authors of the second half of the twentieth century. Mandel, became an icon for the generation of the 1960s, whose influence extended far beyond the Fourth International, the Trotskyist tendency to which he had belonged since his youth, and which was both scorned and opposed by the conservative rulers in the West and by their equivalents on the others side of the Iron Curtain.

In his old age, Mandel liked to describe himself as “a Flemish internationalist of Jewish origins”, a self-definition which fitted well into Isaac Deutscher’s famous paradigm of the non-Jewish Jew and which expressed the attitude of a non-conformist who existed on the frontier lines of different civilisations and national cultures and whose ideas transcended those of his own personal circumstances. This article describes how his parental milieu and that of the Jewish political emigres with whom he came into contact at the end of the 1930s contributed to the political and intellectual formation of this non-conformist figure, who combined within himself “comrade Shylock” and “comrade Uilenspiegel”.

In addition, this article also contributes to an understanding of the development of the Trotskyist resistance during the years of German occupation of Belgium. Despite his young age, Mandel played a leading role within this resistance, which is worthy of attention, less perhaps on the basis of its small numerical size than because of its ideas and political-intellectual debate. This account enables one to appreciate how Mandel and Abraham Léon gave a new impetus to the Trotskyist movement in Belgium and how they strove to integrate it into a broader national resistance. Moreover, the article seeks to measure the significance of their contribution to the debate about war and revolution, issues that were also being debated by Trotskyists elsewhere in Europe.

But Mandel and his colleagues had an impact not only through their ideas, but also through their acts of organisation and resistance. Many were arrested, tortured and deported during the occupation. Mandel shared this fate. Twice he escaped from imprisonment, but each time the police succeeded in recapturing him. As a Jew, a Communist and a Trotskyist, there were three reasons to kill him; and yet he survived. This article seeks to explain how what seems impossible was in fact possible.

ETIENNE VERHOEYEN

DE MAGISTRAT À AGENT SECRET

Robert De Schrevel, alias 'Roger De Saule' : un Belge dans le service de renseignements militaires français, 1939-1942

Plusieurs centaines de Belges ont travaillé pendant la Seconde Guerre mondiale pour un réseau de renseignements ou de sabotage français, mais le seul Belge ayant occupé une fonction dirigeante dans les réseaux clandestins du service de renseignements militaires français fut le Brugeois Robert De Schrevel, entré dans l'histoire sous le nom de 'De Saule'. En 1937, il doit mettre fin à sa carrière de magistrat suite à une condamnation et s'exile en France. Fin 1939-début 1940, il travaille aux Pays-Bas comme adjoint à l'attaché de la force aérienne au sein de la légation française. À partir de la fin 1940, il reçoit la direction de l'antenne du SR Air (service de renseignements militaires de l'armée de l'air française) à Poligny (Jura). Il agit comme officier traitant d'un petit réseau belgo-hollandais, qui lui transmet des renseignements sur les champs d'aviation allemands en Belgique et aux Pays-Bas. On ne sait pas si ces données parviennent à Londres, et si c'est le cas, comment elles sont acheminées; il est par contre sûr qu'une liaison radio existe depuis août 1941 entre le SR Air et le service secret britannique *MI 6*.

De Saule intervient aussi dans le passage de 'voyageurs pour l'Angleterre' belges et hollandais. Une partie des membres du personnel de la force aérienne belge qui peut partir via la ligne Nanson, est aidée par De Saule. Souvent, ce dernier utilise ces contacts avec des militaires belges et hollandais pour leur demander d'abord d'exécuter une mission dans leur propre pays au profit du SR Air, mission par laquelle ils peuvent pour ainsi dire 'monnayer' leur départ pour l'Angleterre. Lors de ces évasions, De Saule fait appel à ses contacts très étendus parmi les officiers de police et de renseignements français, dont la collaboration n'est cependant pas toujours désintéressée.

En novembre 1942, le personnel du SR Air est forcé d'évacuer vers l'Afrique du Nord. Dans le cadre d'un accord entre le général Giraud et l'OSS américain, De Saule exécutera encore deux nouvelles missions, la première en Corse et la seconde dans le sud-ouest de la France. Il mourra en 1975 à l'âge de 86 ans.

ETIENNE VERHOEYEN

FROM MAGISTRATE TO SECRET AGENT

Robert De Schrevel, alias 'Roger De Saule' : A Belgian in the French Military Intelligence Service, 1939-1942

Several hundred Belgians worked during the Second World War for a French intelligence or sabotage organisation, but the only Belgian to occupy a senior leadership function in the clandestine networks of the French military intelligence

service was a man from Bruges, Robert De Schrevel, who is known to history under his alias of 'De Saule'. After being found guilty of a judicial offence, he was obliged to end his career as a magistrate in 1937 and moved to France. At the end of 1939 and in the first months of 1940, he worked in the Netherlands as an adjunct to the French air attaché. From the end of 1940 onwards, he was appointed as the head of the office of the SR Air (the Military Intelligence Service of the French Air Force) at Poligny in the Jura. As such, he became the officer directing a small Belgo-Dutch network that provided him with intelligence about German airfields in Belgium and the Netherlands. Whether, and if so how, this intelligence reached London is not known. However, it is certain that from August 1941 onwards a radio link existed between the SR Air and the British Secret Intelligence Service (MI6).

De Saule also played a role in the transfer of Belgians and Dutch travelling to England. Some of the members of the personnel of the Belgian Air Force who made their way to England via the so-called "Nanson Line" were assisted by De Saule. He frequently used these contacts with Belgian and Dutch military personnel to ask them to undertake first a mission for the SR Air in their own country, whereby they in effect 'earned' their departure for England. In order to facilitate these escapes, De Saule made use of his very broad network of contacts among the French police and intelligence services, though the assistance provided by these people was not always disinterested.

In November 1942, the personnel of the SR Air were obliged to evacuate themselves to North Africa. There, in the context of the accord reached between General Giraud and the American OSS, De Saule undertook two new missions, one in Corsica and one in south-west France. He died in 1975 aged 86.

NELE BEYENS

LE JOURNALISME, UN MÉTIER À PART

L'identité journalistique dans les années cinquante

Être journaliste, ce n'était pas seulement pour les journalistes de l'immédiat après Seconde Guerre mondiale exercer un métier. Cela signifiait beaucoup plus qu'écrire des articles, c'était un mode de vie et une identité dont on était fier. Cette contribution analyse la vision du journalisme reflétée par le discours journalistique des années cinquante et du début des années soixante. Les principales valeurs journalistiques, à savoir la liberté de la presse, le respect pour la vérité et l'indépendance de la presse, étaient combinées à un profond attachement politique. L'intervention dans la ligne de partis politiques de même opinion n'était pas perçue comme de la dépendance, mais comme la conséquence d'écrire au service d'une philosophie et précisément, écrire au service d'une opinion était considéré comme la tâche la plus importante du journaliste. Cet idéal de l'opinion était étroitement lié à l'idée que le journaliste avait outre la mission d'informer, celle d'éduquer et de guider. Ces conceptions du travail, combinées à l'idée

que le bon journalisme était d'une importance vitale pour la démocratie, conféraient au journaliste un énorme sentiment de responsabilité et de la fierté. On était en effet au service d'une grande cause sociétale. Les journalistes se voyaient eux-mêmes comme des serviteurs de la société, ils avaient une mission à remplir et devaient pour elle quelque peu se sacrifier comme personnes privées. On était mal payé, on avait des journées de travail très irrégulières et surtout longues, on bénéficiait de peu de considération dans la société. Dans le même temps, le sacrifice au service du métier et de la société était considéré comme la vertu par excellence d'un bon journaliste. Un bon journaliste vivait pour son métier et portait chaleureusement dans son cœur ses collègues.

NELE BEYENS

JOURNALISM, A WORLD APART
Journalistic Identity in the 1950s

To be a journalist for the journalists in the period shortly after the Second World War meant not so much the exercise of a profession. It signified much more than simply writing articles; it was a way of life and an identity of which one was proud. This article investigates the self-image of journalists as reflected in the journalistic discourse of the 1950s and the early 1960s. The principal journalistic values, namely press freedom, respect for the truth and independence of the press, were combined with a profound political commitment. Engagement with like-minded political parties was not regarded as a form of dependence but as the consequence of writing in the service of a philosophy of life, and indeed writing in the service of an opinion was valued as the most important task of the journalist. This conception of opinion as an ideal was closely linked to the idea that the journalist, in addition to his mission to inform, also had the duty to educate and to lead. This vision of their tasks, together with the conviction that good journalism was of vital importance to a democracy, invested journalists with an enormous sense of responsibility and pride. Journalists were in effect serving a great social cause. Consequently, journalists saw themselves as servants of society: they had a mission to serve, and had to sacrifice their personal life to this cause. They were badly paid, had to cope with highly irregular and above all long working days and received little social recognition. But at the same time, this sacrifice in the cause of the profession and of society was regarded as the highest value of a good journalist. A good journalist lived for his work and felt a warm bond of solidarity with his colleagues.

THIERRY DELPLANCQ

TUSSEN WOORD EN DAAD
De Brusselse gemeenten en het jodenregister, 1940-1941

De joden identificeren en lokaliseren, dat was de eerste en primordiale etappe voor de Duitse bezetter om zijn antisemitische politiek in België door te voeren. Nu was

er in ons land, met zijn liberale tradities, geen enkel instrument daartoe voorhanden. Aangezien de Belgische grondwet alle onderscheid naar godsdienst, ras of origine verbiedt, waren op basis van deze criteria nooit systematische registraties uitgevoerd. Wou men de joden kennen, dan moesten ze bijgevolg geregistreerd worden, en daarvoor bleek de medewerking van de Belgische administratie noodzakelijk te zijn. Als gevolg daarvan rees een conflict tussen een politiek van passieve collaboratie met de bezetter enerzijds en het respect voor de Conventie van Den Haag en de Belgische grondwet anderzijds.

Wanneer de secretarissen-generaal van de Duitsers het verzoek kregen om de anti-joodse maatregelen af te kondigen, weigerden zij, zich beroepend op de grondwet. Het was uiteindelijk de bezetter zelf die op 28 oktober 1940 de eerste anti-joodse verordeningen afkondigde; zij beoogden de registratie van de joden en hun verwijdering uit het openbaar ambt. Hierom verzocht door de secretaris-generaal van het ministerie van Justitie, zette de Raad van Wetgeving in een advies de deur open voor de realisatie van de Duitse plannen : de secretarissen-generaal konden ingaan op de Duitse vragen tot medewerking en zij konden een beroep doen op de lokale overheden.

In Brussel lijkt de registratie van de joden en hun verwijdering uit de administratie in eerste instantie, althans officieel, geen verzet te hebben uitgelokt. De bevolkingsdienst kreeg de opdracht het Jodenregister aan te leggen en bij te houden. Op de vergadering van de Conferentie van burgermeesters van de Brusselse agglomeratie op 14 en 21 november 1940 namen de politieke mandatarissen een eerste keer een standpunt in. Is het nu uit voorzichtigheid of omdat ze zich wensten te distantiëren van de antisemitische politiek van bezetter, feit is dat zij hun administraties bepaalde beperkingen oplegden. Het rondschriven van dienstdoend secretaris-generaal Adam van 6 december doorkruiste evenwel deze intentie. Hij herinnerde aan de verordening van 28 oktober en legde voor het ganse land het gebruik op van een model van fiche dat uitgewerkt was door de Brusselse bevolkingsdienst. De Conferentie van burgermeesters reageerde op 13 december in een brief aan Adam. De teneur ervan bleef evenwel dubbelzinnig. Die brief kan inderdaad gelezen worden als een uiting van wrevel omdat de Brusselse administratie in een zekere zin als model was geciteerd, maar ook als een aanzet tot oppositie tegen de anti-joodse maatregelen (onder aanvoering van de burgemeester van Sint-Joost-ten-Node Georges Pêtre).

Had dit standpunt van de Brusselse politieke autoriteiten meer dan een symbolische waarde? Na de uitvaardiging van de Duitse verordeningen eind oktober hadden bepaalde gemeenten uit de agglomeratie snel en nauwgezet het register van hun joodse burgers aangelegd; andere leken veeleer te talmen. Terwijl ze van gedachten wisselden over een (dubbelzinnig) antwoord op Adams rondschriven van 6 december, stipuleerden de Brusselse burgemeesters hoe de affiche die de registratie aankondigde er moest uitzien en stelden zij het dienstorder op dat de joodse ambtenaren uitnodigde zich bij hun oversten te melden. Uit het onderzoek blijkt dat, eens zij daartoe gemachtigd waren door hun gemeentelijke politieke overheden, de administraties zich zeer minutieus

kweten van hun taak. De medewerking van de administratie werd inderdaad in die mate vicieus dat zij niet beperkt bleef tot het aanleggen van een register. Ook op vele andere 'traditionele' gemeentelijke documenten werden discriminatoire merktekens aangebracht. Voor diegene die zich spontaan als jood had aangemeld, werd het wel erg moeilijk om tussen de mazen van het net te glippen.

De uitvoering van het eerste luik van de anti-joodse operatie van de bezetter werd, spijs de bepalingen van de Belgische grondwet, alles bij elkaar niets in de weg gelegd door de Brusselse politieke autoriteiten. De registratie, zelfs wanneer sommige gemeenten ze laat en met enige slechte wil uitvoerden, werd uiteindelijk gerealiseerd. M.b.t. de uitsluiting uit het openbaar ambt kan precies hetzelfde worden gezegd. De vraag stelt zich : was de 'joodse kwestie' in 1940-1941 niet belangrijk genoeg ? Bepaalde het xenofobe en antisemitische klimaat van die jaren ook de politieke opties en de praktijk in de administratieve diensten ? Of werd de perceptie van het probleem bij de politieke mandatarissen versluierd door de stortvloed van inlichtingen die door de bezetter aan de administratie werden gevraagd ? Of wenste de Conferentie van burgemeesters zich in die periode op dit terrein niet openlijk tegen de bezetter te keren ? Wellicht kan, in die eerste oorlogsjaren, de houding van de lokale overheden en administraties in Brussel t.o.v. de antisemitische maatregelen van de bezetter slechts door een veelvoud aan factoren worden verklaard.

THIERRY DELPLANCQ
WORDS AND ACTIONS

The Administration of Brussels and the Register of the Jews, 1940-41

To identify and localise the Jews : this was the initial and primordial step which would enable the German occupying authorities to carry out successfully its anti-semitic policy in Belgium. Yet, nothing in the liberal traditions of Belgium permitted it to achieve this goal. As the Constitution forbade any distinction between the citizens of Belgium on the basis of their religion, race or origin, no systematic survey of the Jewish population had been carried out. A census of them would therefore have to be carried out, creating a conflict between on the one hand the policy of passive collaboration with the occupying power and on the other hand respect for the principles of the Hague Convention and of the Belgian Constitution.

When they were asked by the Germans to enact the anti-Jewish measures themselves, the administrative heads of the Belgian government departments, the secretary-generals, initially refused to lend their assistance, basing their opposition on the text of the Constitution. Thus, it was finally the occupying power that issued, on 28 October 1940, the first two anti-Jewish decrees that announced the census and the exclusion of Jews from public office. Consulted by the secretary-general Antoine Ernst de Brunswyck, the Legislative Council gave tacit approval to the German policy by legitimising the action

of the secretary-generals and by approving the participation of the local administrations in the enactment of the legislation.

In Brussels, the application of the census and the exclusion of Jews from the bureaucracy does not seem initially to have generated any opposition, at least of an official nature. The Population departments of the communes were made responsible for the establishment and maintenance of the registers. The meetings of the Conference of *Bourgmestres* (i.e. mayors) on 14 and 21 November 1940 did, however, mark a first taking of a position by the political leadership of the city. Whether out of prudence or out of a wish to distance themselves from the anti-semitic policies of the occupying powers, they decided to limit the scope of the actions of the Population departments. The circular from the temporary secretary-general of the Ministry of the Interior, Henri Adam, on 6 December placed the *bourgmestres* of the capital in a difficult position. This circular reminded local administrations of the terms of the German decrees of 28 October and imposed on communes as a model the forms devised by the Brussels Population departments. The Conference of *Bourgmestres* responded on 13 December in a letter addressed to Adam. From the ambiguous terminology of the letter, it is however impossible to tell whether they were simply embarrassed to be cited in some way as examples or whether, prompted by the *bourgmestre* of Saint-Josse-ten-Noode Georges Pêtre, they wished to mark their opposition to the anti-Jewish measures.

Did this stand by the Brussels political authorities have anything other than a symbolic impact? After the promulgation of the German decrees in October, some communes rapidly and comprehensively established a register of their Jewish fellow citizens, while others appear to have delayed establishing it. Moreover, at the same time that the *bourgmestres* were preparing their letter of response to the circular of 6 December, they also drew up the wording of the poster announcing the census as well as of the internal order telling Jewish public employees to make themselves known to their superiors. Moreover, as soon as they were entrusted with the task by their political leaders, the bureaucracies of the communes carried out its implementation in a highly thorough manner. This involvement by the local administrations proved to be all the more threatening because they did not limit themselves to the drawing up of the Jewish register. They ensured that the discriminatory notes also appeared on numerous other 'traditional' communal documents. Therefore, it became difficult for any person who had spontaneously identified themselves as Jewish to escape through any holes in the bureaucratic net being drawn around them.

Thus, the first stage in the plan put in place by the occupying power was not firmly opposed by the Brussels political authorities, despite its violation of the terms of the Constitution. The census, even if it was carried out belatedly and with reluctance in certain communes, was ultimately carried out. So too were the measures of exclusion of Jews from public service. The Jewish question was it not in 1940-41 a quite important issue? Did the xenophobic and anti-semitic climate of the time have a defining impact

on the political decisions taken and the implementation of those decisions within the bureaucracy? Did the Conference of *Bourgmestres* wish to avoid opposing more openly the wishes of the occupying authorities on this issue at that time? The explanation of the attitude adopted by the Brussels administrations towards the German anti-Jewish decrees at the beginning of this conflict more probably lies in a plurality of factors.

BENOÎT MAJERUS

ADMINISTRATIEVE LOGICA EN JODENVERVOLGINGEN
De Brusselse politie in de storm van de nazi-bezetting

Dit artikel beoogt een andere kijk te bieden op de betrokkenheid van de Belgische administratie bij de anti-joodse vervolgingen tijdens de Tweede Wereldoorlog in Brussel. Zowel de gemeenteadministratie als de lokale politie werden er geconfronteerd met de Duitse racistische politiek. De bezetter hoopte, net als op vele andere terreinen, op dit vlak de Belgische instellingen bij haar actie te kunnen betrekken en zo te bezuinigen op de inzet van zijn eigen personeel. In dit conflict vormden de 16 Brusselse gemeenten één front, maar hun houding werd niettemin gekenmerkt door een evolutie. Zo aanvaardden alle gemeenten in 1940 de aanleg van een jodenregister. Op die wijze legden zij mee de basis voor de uitsluiting en uiteindelijk deportatie van de joden. Twee jaar later werd, na enige aarzeling, de uitreiking van de jodenster door diezelfde gemeenten afgewezen. In tegenstelling tot wat hieromtrent in de geschiedschrijving is beweerd, schrikte deze weigering de bezetter niet echt af. Tot tweemaal toe werd daarna de medewerking geëist van de lokale politie aan de arrestatie van joden. Evenzoveel keer werd daarop negatief gereageerd. Nu kan deze weigering slechts begrepen worden wanneer zij in de bredere context wordt geplaatst van de politieke problematiek tijdens de bezetting. Voor de toenmalige protagonisten was het probleem niet dat joden zouden worden aangehouden, maar veeleer het globaal probleem van de arrestaties op basis van Duitse verordeningen. Deze beslissing werd bijgevolg, vanuit Belgische optiek, niet genomen in functie van de anti-joodse vervolgingen, maar in het kader van de discussie met de bezetter over de limieten van het Belgische politieoptreden.

BENOÎT MAJERUS

ADMINISTRATIVE LOGIC AND ANTI-JEWISH PERSECUTION
The Brussels Police in the Storm of the Nazi Occupation

This article seeks to suggest an alternative reading of the involvement of the Belgian administration in the anti-Jewish persecution of the war years. The communal administration and the police in Brussels were confronted throughout the war by the anti-semitic policies of the German authorities. The occupying power hoped to be able to implicate the Belgian institutions in this discriminatory policy in order to avoid too great a qualitative engagement of its own administration. During the war, the sixteen

communes of Brussels presented a common front in the face of these demands, but their position did not remain unvaried during the four years of occupation. Thus, the establishment of a Jewish register was accepted by all of the communes in 1940, thereby creating the basis for the subsequent exclusion and deportation of the Jews. Two years later, the distribution of the Jewish star was no longer carried out, albeit after some hesitations, by the Brussels authorities. In contrast to the interpretation presented hitherto in the Belgian historiography, this refusal did not discourage the occupying authorities who demanded on two occasions that the Brussels police participate in the arrests of the Jews. Twice, however, it met with a refusal. This response can, this article argues, only be understood if the larger context of police action during the German occupation is taken into account. For the actors at the time, the issue was not the arresting of Jews but the wider issue of carrying out arrests on the basis of German orders. Their negative response to the German demand was not a reaction to the anti-Jewish measures but emerged in the context of the discussion with the occupier over the limits of Belgian police autonomy.